

Dessine-moi un nouveau visage pour l'université

Des experts vont rêver l'enseignement supérieur du futur. Massification, ubérisation... les défis ne manquent pas. Ils ont carte blanche pour imaginer des réponses originales.

Un grand coup de pied dans la fourmilière... Après la restructuration inspirée des accords européens de Bologne, après la réforme « Paysage » propre à la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans l'enseignement supérieur francophone il est désormais permis de rêver. Et de prendre, le temps d'une mission d'experts, ses rêves pour la réalité.

L'Ares - l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur qui chapeaute le secteur - vient de confier à un collège de dix experts (lire ci-dessous) le soin d'imaginer les contours de notre système éducatif à l'horizon 2030. Il ne s'agit pas d'écrire un nouveau décret mais laisser le libre cours à son imagination, d'ouvrir ses yeux sur ce qui se fait de bien à l'extérieur, de laisser tomber ses œillères pour imaginer des universités et des hautes écoles capables de relever une série de nouveaux défis.

Possible dans un monde où l'organisation en piliers, le difficile partage des subventions et les individualismes exacerbés enlissent bien des débats? Possible... à condition de faire le travail sans les acteurs du moment... Philippe Maystadt, ancien ministre, président de l'Ares et initiateur de ce projet, va même plus loin : il a proposé de confier les rênes du groupe à des personnalités « étrangères ».

« Nous avons insisté pour que les experts oublient leurs œillères » JULIEN NICAISE

C'est le professeur Jean-Pierre Finance, ancien président de la Conférence des présidents d'université de France, qui pilotera l'opération. Pour le seconder, l'Ares a désigné un Allemand, le professeur Dieter Leonhard, recteur de l'université de Mannheim.

Ce nouveau « groupe des dix » exclusivement dédié à l'enseignement (et épaulé par une demi-douzaine « d'invités permanents ») a reçu une carte blanche de la part de l'Ares. « Ils peuvent, ils doivent raisonner "out of the box", en dehors du cadre, dit Philippe Maystadt, ils n'ont pas été choisis pour représenter un réseau ou une tendance mais bien pour leur expertise ».

Missions principales : analyser le paysage de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles, ausculter son fonctionnement et sa gouvernance, identifier ses forces et faiblesses... Le tout au regard des défis auxquels la Fédération sera confrontée à l'horizon 2030.

Les défis ? La « lettre de mission » que chaque expert a reçue suggère une série de points de passage : la place de l'enseignement supérieur dans le développement sociétal, la massification continue de l'enseignement supérieur,

l'évolution démographique, la nécessité de diversification et de renforcement des sources de financement, l'excellence de l'enseignement et de la recherche,

l'impact des développements technologiques et notamment du numérique, la diversification des missions de l'enseignement supérieur, la mondialisation... Tout un programme, qui n'a cependant

rien d'exhaustif. « Nous avons insisté auprès des experts pour qu'ils oublient leurs éventuelles œillères, pour qu'ils ne se laissent pas influencer par leurs anciens engagements dans le secteur, pour qu'ils s'aventurent sur des chemins auxquels nous n'avons pas pensé, complète Julien Nicaise, directeur de l'Ares. Il insiste : « Le cas échéant ces propositions pourront revêtir un caractère particulièrement innovant et original, voire s'écarter des cadres actuels connus en Fédération Wallonie-Bruxelles ».

Première réunion de travail jeudi prochain. Rapport final attendu au printemps 2017. Pour le glisser dans un tiroir ? « Certainement pas, alors que nous sommes trop souvent le nez dans le guidon, nous cherchons à définir une vision à long terme dans laquelle nous pourrions inscrire les multiples demandes d'avis qui nous sont soumises mois après mois », dit encore Philippe Maystadt. ■

ERIC BURGRAFF

QUI EST QUI

Le groupe des dix

C'est le professeur Jean-Pierre Finance, ancien président de la conférence des Présidents d'université de France, qui pilotera l'opération. Pour le seconder, l'Ares a désigné un Allemand, le professeur Leonhard, recteur de l'Université de Mannheim. Le groupe comprend

également un ex-commissaire européen (Philippe Busquin), trois anciens recteurs (Marcel Crochet pour l'UCL, Jean-Paul Lambert pour Saint-Louis et Pierre de Maret pour l'ULB), deux personnalités du monde économique (Thierry Castagne, d'Agoria, et Grégor Chapelle pour Actiris), l'ancien président du Conseil de la jeunesse (Jérôme Le-

chien) et une directrice de la Fondation Roi Baudouin (Françoise Pissart).

Les invités permanents

Six autres personnalités ont statut d'invités permanents : Gérard Bouillot (ancien secrétaire général de la Fédération de l'enseignement de promotion sociale catholique), André Coudyzer

(ancien secrétaire général de la Fédération de l'enseignement supérieur catholique), Marcel Crahay (professeur de pédagogie à l'Université de Genève et à l'ULg), Véronique Halloin (secrétaire générale du FNRS), Bernard Rentier (recteur honoraire de l'ULg) et Marc Vandewalle (secrétaire général du Vlaamse Hogescholenraad).

E.B.

QUATRE THÈMES DE RÉFLEXION PARMIS D'AUTRES

La massification

Entre les années 60 où seule une minorité accédait à l'enseignement supérieur et notre époque où plus de la moitié des jeunes tente sa chance, il y a une grande marge... Une grande marge aussi entre la situation belge et celle la Corée du Sud, où sept jeunes sur dix passent par une université ou une haute école. « *Alors même que le nombre de jeunes francophones entamant des études a doublé chez nous depuis les années 80, il a tendance à stagner par rapport à d'autres systèmes éducatifs dans le monde, constate Julien Nicaise, directeur de l'Ares. Le mouvement est donc sans doute appelé à s'intensifier encore.* » Les pouvoirs publics seront-ils amenés à poursuivre cette démocratisation de l'accès ? Devront-ils alors (ré)inventer un système de financement alors même qu'ils peinent à assumer la situation actuelle ? Plus généralement, le groupe d'experts pourrait tout aussi bien rouvrir le débat de l'examen d'entrée ou du concours à la sortie...

L'uberisation

Pourquoi l'uberisation de la société ne toucherait-elle que la mobilité ou les séjours de loisir ? Pourquoi, précisément, ce phénomène n'affecterait-il pas tout d'un coup l'une ou l'autre fonction de base de l'Etat ? Dans un avenir proche, si on n'y prend garde – à moins qu'on ne le souhaite –, des sociétés expertes en nouvelles technologies pourraient s'emparer de l'enseignement supérieur comme d'autres le font avec les taxis. Et il n'est pas sûr que, conformément à ce qui se passe dans d'autres secteurs, la qualité ne sera pas au rendez-vous. Resterait à certifier – ou pas – les connaissances ainsi acquises. Avec cette question : comment préserver la valeur d'un diplôme public face à des académies commerciales dont les noms résonnent déjà peut-être dans la Silicon Valley ? En amont, c'est tout le défi du contrôle de la qualité qui s'impose dans les analyses.

Une nouvelle architecture pour les campus ?

Quel avenir pour des campus traditionnellement construits autour d'auditoires géants, de salles de travaux pratiques, de laboratoires, bibliothèques, bistrotts et autres commerces dédiés aux populations étudiantes ? Alors que « *l'étudiant se transforme en chasseur-cueilleur digital, on doit peut-être penser à réviser la conception, l'architecture des villes universitaires* », suggère Julien Nicaise. « *Au sein des entreprises, la digitalisation de l'information a transformé les alignements de box-bureaux en bureaux paysagers. Quel sera l'impact de la digitalisation des connaissances sur l'organisation physique de l'enseignement ?* » Dans le même ton, alors que le numérique facilite ou devrait faciliter l'accès aux résultats de recherche, c'est la fonction même des bibliothèques qui pourrait, demain, être remise en cause.

Exhaustivité ou spécialisation ?

La Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est 179.000 étudiants pour 4 millions de citoyens. A-t-elle toujours besoin de vingt hautes écoles, six universités, seize écoles supérieures des arts... le tout éclaté en de multiples sites ? Elle a sans aucun doute besoin de toutes les places ouvertes mais peut-être plus de cette organisation héritée d'une société construite en piliers philosophiques. Aussi, le groupe des dix ne manquera probablement pas de réfléchir à la spécialisation éventuelle de certains sites. Faut-il encore, pour ne prendre que cet exemple, cinq facultés d'ingénieurs complètes ? Peut-on, par contre, imaginer une spécialisation de chacune d'elles ? A l'heure où les rankings valorisent d'abord les connaissances pointues et les résultats des recherches qui y sont liées, les universités et hautes écoles doivent-elles poursuivre la quête de haute performance de manière exhaustive ?

E.B.